

*Initiatives ministérielles*

le gouvernement s'en est pris à eux de façon impitoyable et inhumaine.

Le gouvernement ne se soucie pas de ses employés. L'équité? Peu lui importe. Il n'a cherché à résoudre aucun des problèmes. Une seule chose comptait, son propre programme politique. Tous les Canadiens s'en rendent compte.

**M. Jim Karpoff (Surrey-Nord):** Monsieur le Président, Surrey est l'une des municipalités les plus durement touchées parce que le gouvernement refuse de négocier. On y trouve l'un des plus grands centres fiscaux à l'extérieur d'Ottawa puisqu'il compte 1 000 employés permanents et environ 1 200 employés temporaires. Il y a aussi un gros bureau d'assurance-chômage, un bureau d'immigration et les postes frontières Douglas et Pacific, qui emploient des centaines de personnes, comme agents d'immigration et de douanes.

Au début de cette grève, j'ai eu l'occasion de marcher avec les grévistes sur les lignes de piquetage, à tous ces endroits. La première chose qui m'a frappé, c'est qu'on y trouvait presque exclusivement des femmes. Je leur ai demandé pourquoi elles étaient là. Elles m'ont répondu, pour commencer, qu'elles étaient relativement peu payées. Elles gagnaient 20, 23 ou 24 000 dollars par année. Leur revenu familial ne leur permettait pas d'acheter une maison à Surrey.

Elles m'ont dit que ces deux dernières années, à Surrey, les loyers avaient augmenté de 50 p. 100, en moyenne, pour toutes sortes de raisons et, en particulier, parce que le gouvernement n'avait pas construit de logements sociaux et coopératifs, comme il l'avait promis. Il ne reste que des appartements non subventionnés et les loyers sont élevés.

Elles m'ont appris aussi que leurs primes d'assurance-chômage avaient augmenté de 25 p. 100, ce qui est une augmentation de taxes pure et simple, quoi qu'on en dise.

Elles m'ont déclaré aussi que la TPS avait fait monter les prix et que le taux d'inflation s'élevait à 6 p. 100, à Vancouver, ce qui signifie que si elles n'obtenaient pas d'augmentations de salaire, leurs salaires diminueraient, en fait, de 6 p. 100, si leurs loyers étaient fixes.

Dans le cas contraire, si elles habitaient des logements dont le loyer avait augmenté de 25, 40 ou 50 p. 100 parce que le gouvernement créditiste a supprimé le contrôle des loyers dans cette province, elles se demandaient où

elles pourraient trouver l'argent pour habiller leurs enfants, pour les nourrir convenablement et pour faire face aux nécessités de la vie.

Je ne parle pas des cadres supérieurs qui gagnent 80 000 \$ par année. La majorité des grévistes étaient des femmes.

• (1540)

J'ai rencontré ensuite des marchands. Je demanderai à mon collègue de parler de l'incidence de cette grève sur une ville comme celle-là, où les ventes au détail déclinent parce que les salaires d'une bonne partie de ses habitants n'augmentent pas proportionnellement au coût de la vie. Ils doivent se priver de choses essentielles et le commerce de détail en souffre.

Mon collègue pourrait-il commenter le fait que cette main-d'oeuvre est surtout composée de femmes et l'incidence de l'augmentation nulle sur les ventes au détail?

**M. Murphy:** Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa question. Je crois que c'est un aspect que le gouvernement a passé sous silence dans cette mesure forçant le retour au travail des fonctionnaires. Nous songeons aux gens qui ont des revenus fixes et nous les plaignons de vivre dans notre société où le taux d'inflation est si élevé.

Un autre aspect que le gouvernement actuel a omis, c'est que beaucoup de gens, dont les locataires et les agriculteurs qui subissent les contrecoups des taux d'intérêt élevés, et qui ont des dépenses incompressibles, vont voir les prix augmenter au cours de la prochaine année financière. Dans certains cas, ils ne pourront exercer aucun contrôle sur les prix. Il en sera ainsi des augmentations attribuables à la taxe sur les produits et services et des augmentations des taux d'hypothèque et des loyers prévues pour les prochaines années. Ce n'est pas avec leur salaire gelé que les gens qui touchent entre 20 000 \$ et 30 000 \$ par an vont pouvoir faire face à ces augmentations de prix. Pour eux, le coût de la vie va augmenter considérablement, comme le faisait remarquer mon collègue. Pire, on leur dit qu'ils vont rentrer à la maison avec un bordereau de paie qui affichera le même montant, mais qui sera sans doute amputé de quelques retenues supplémentaires au cours de l'année prochaine.

Ils rapporteront donc moins d'argent à la maison. Le coût de la vie aura grimpé, tout comme leurs frais fixes.